

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 29/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOVEES**

Route du Glaserswoerth  
PK 300  
67000 Strasbourg

Code AIOT : 0006700673

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2026 dans l'établissement SOVEES implanté Route du Glaserswoerth PK 300 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

action nationale sur les boues d'épuration

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOVEES
- Route du Glaserswoerth PK 300 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700673
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La filière de traitement des boues de la station d'épuration de Strasbourg relève de la réglementation des installations classées. Les enjeux environnementaux majeurs de cette filière résident dans la bonne exploitation du four à lit fluidisé d'incinération des boues. En cas d'indisponibilité de cet appareil, les boues sont compostées.

L'arrêté préfectoral réglementant l'établissement a été mis à jour le 8 janvier 2020 et complété le 18 mai 2021 pour le traitement (déshydratation et incinération) des boues provenant de la société Alsace Lait à Hoerd. L'activité d'incinération est également soumise aux dispositions des arrêtés ministériels :

- du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au

Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives (projet d'arrêté complémentaire) :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réorientation des boues en cas d'indisponibilité du four	Article R 181-45 du Code de l'environnement	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est pertinent de prescrire les investigations et modalités de gestion prévues par la circulaire du 27/04/2026 relative à la recherche de substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les boues issues de stations d'épuration destinées à la valorisation agricole et à la gestion des boues contenant des PFAS.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Réorientation des boues en cas d'indisponibilité du four**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 27/04/2026, article sans
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS et boues d'épuration urbaine
<b>Prescription contrôlée :</b> Observation formulée à l'issue de la précédente visite, du 05/03/2026 (extraits du rapport) : « La transition entre l'ancien et le nouveau four supposera des transferts de boues, a priori en centre de compostage, qui est la filière couramment utilisée lorsque le four est indisponible. L'inspection invite l'exploitant à inclure la teneur en PFAS des boues dans les critères de leur orientation. Ceci concerne aussi les ré-orientations qui interviendraient avant la transition d'un four à l'autre. Les résultats commentés des mesures et des décisions d'orientation prises seront transmis à l'inspection des installations classées. » « Un tableau du rapport annuel 2024 de l'exploitant (p. 29) montre des teneurs des boues en PFOS (CAS 1763-23-1) de 16, 21 et 25 µg/kg de matière sèche sur des prélèvements des mois de mai, juin et juillet 2024. A ce moment, la limite de quantification pour les autres PFAS était de 10 µg/kg. L'inspection invite l'exploitant à inclure, dès à présent, la teneur en PFAS des boues dans les critères de leur orientation, ce qui ne serait pas encore le cas, au vu des déclarations des personnes rencontrées. »

Depuis cette dernière visite de la filière boues de la station d'épuration de Strasbourg, est parue la circulaire du 27/04/2026 relative à la recherche de PFAS dans les boues issues de stations d'épuration destinées à la valorisation agricole et à la gestion des boues contenant des PFAS.

Cette circulaire ordonne la prescription de dispositions de surveillance et de gestion des boues. Les valeurs de référence pour la gestion des boues présentant des teneurs en PFAS sont celles :

- du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants (cf. l'annexe 2 de la circulaire) ;
- qu'applique la Wallonie ( Annexe 3 de la circulaire, soit 22 PFAS :PFBS, PFPeS, PFHxS, PFHpS, PFOS, PFNS, PFDS, PFUnS, PFDoS, PFTrS, PFOSA, 6:2 FTS, PFBA, PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFOA, PFNA, PFDA, PFUnDA, PFDODA et PFTrDA, dont 6 sont à distinguer : PFOA, PFOS, PFNA, PFHxS, PFDA, PFHxA).
- 

La liste des PFAS pour la gestion des boues diffère de celle définie pour leur surveillance (annexe I de la circulaire), qui comprend 29 substances supplémentaires dont l'acide trifluoroacétique (TFA).

La visite a pour objet de déterminer quelles boues sont à considérer en l'espèce pour l'application de la circulaire et dans quelles circonstances elles entrent dans son champ d'application.

#### **Constats :**

L'exploitant indique qu'il ne dispose que d'une capacité très limitée de stockage de boues en cas d'indisponibilité du four d'incinération. Il doit rapidement recourir au compostage et rend compte avoir :

- en 2025, orienté 3276 t de boues déshydratées vers 6 centres de compostage différents répartis sur la région (Moselle, Meurthe et Moselle, Meuse, Vosges, Bas-Rhin) ;
- en 2023, orienté 1366 t de boues déshydratées vers 6 centres de compostage différents répartis sur la région (Moselle, Meurthe et Moselle, Vosges, Haut-Rhin).

(En 2024, SOVEES n'a pas eu à détourner de boues).

Les indisponibilités de four peuvent indifféremment être prévues ou non.

**Il en résulte qu'à tout moment, le recours à une filière de compostage peut intervenir.**

Toutes les boues entrant dans la filière boues de la station de Strasbourg/La Wantzenau sont concernées, y compris celles des trois stations extérieures de Fegersheim, Plobsheim et Geispolsheim qui se trouvent mélangées aux autres.

Il est ainsi pertinent de prescrire les investigations et modalités de gestion que détaille la circulaire citée.

Un projet de prescription-type a été proposé par le ministère chargé de l'environnement, il sert de modèle.

**Type de suites proposées :** Sans suite